

Pour une adaptation de notre Défense Nationale

Depuis la seconde guerre mondiale, rarement, les relations internationales n'auront connu une période aussi troublée. **Les situations de conflit se sont à la fois transformées, diversifiées mais aussi diffusées** dans plusieurs régions, en Afrique mais aussi en Europe de l'Est. Avec le développement des réseaux informatiques, les **activités de subversion attentatoires à la démocratie** et aux souverainetés nationales se sont multipliées y compris sur le territoire français. L'Espace est devenu un enjeu stratégique, pour les Etats mais aussi pour des conglomérats privés aux buts incertains.

L'émergence de la Chine, la doctrine Poutine en Russie, le nationalisme turc initié par Erdogan portent directement atteinte aux souverainetés de plusieurs Etats alliés à la France ou contreviennent à nos intérêts. Certains Etats, via des officines sur les réseaux sociaux, interviennent directement et régulièrement dans nos relations démocratiques. Après Trump, notre relation avec les Etats Unis est devenue incertaine.

En France, nul ne peut nier que les séries d' **attentats islamistes participent à une situation de conflit du faible au fort.**

La France fait face à de nouveaux défis

- Interrogations sur nos alliances stratégiques. L'Europe se dotera t elle enfin de véritables capacités géopolitiques établies sur des chaînes de commandement véritablement démocratiques. Qu'en est il de l'OTAN avec un président Trump et un régime Turc.
- Après Trump, et après un *No Deal* entre l'Europe et le Royaume Uni, les relations entre la France l'Europe, et ses alliés pourtant historiques que sont les Etats Unis et le Royaume Unis se sont transformées pour devenir incertaines.
- la vague d'un "soft power" portée parfois par des milliers de messages sur les réseaux sociaux, destinée à destabiliser notre régime démocratique soulève de graves questions et ouvrent des brèches dans notre souveraineté.
- Les interventions et brouillages par virus informatiques de la Russie ou de la Chine à l'encontre de certaines de nos entreprises ou institutions sont avérées
- Sur le territoire national ou dans les frontières de certains de nos alliés, l'islamisme radical se développe encore ;
- La militarisation de l'espace soulève de de nouveaux défis internationaux ;

Dans ce contexte, trouble et incertain, **le Parti socialiste doit rappeler les idées centrales qui fondent son action :**

- L'impérieux respect de la dignité de la personne humaine et le droit à la vie comme valeur supérieure ;
- Le respect de l'état de droit national et international ;
- La nécessaire défense de nos intérêts démocratiques et économiques ;
- Le contrôle démocratique des actions militaires ;
- Le recours à la diplomatie et aux tribunaux en préalable à tout déploiement des forces armées ;

La situation des personnels des armées

L'armée française est d'abord composée d'hommes et de femmes qui s'engagent en conscience du risque qu'ils peuvent prendre dans l'exercice de leur mission. Chaque décès de militaire ou chaque

blesse reçue au nom de la France doit donner lieu à une attention toute particulière.

Le choix acté par la France est celui **d'une armée de métier**, composée de militaires et de personnels civils, soutenue par un corps de réserve.

La participation à l'action de défense ne doit plus s'établir sur le mode de la contrainte mais celui du consentement. Et les militaires doivent pouvoir se concentrer sur leur cœur de métier. La France doit abolir le service militaire obligatoire pour le remplacer par des modules d'enseignement de la citoyenneté présentés tout au long du parcours d'éducation. Avec, notamment, une sensibilisation aux menaces internationales présentée dans une base de défense, une sensibilisation aux problématiques écologiques et sociale.

Pour un **recrutement des meilleurs profils** nous devrions proposer dans, toutes les formations du supérieur, un temps d'apprentissage à la défense nationale et des opportunités offertes par la réserve opérationnelle.

Passé ce temps de recrutement, le moral des militaires et le maintien de leurs capacités opérationnelles doit rester le nécessaire préalable à tout déploiement. Pour cela nous devons aujourd'hui proposer :

- Une amélioration de la situation des personnels, militaires du rang, sous officiers et officiers : une **réévaluation des soldes**, et des conditions sociales exemplaires ;
- Une amélioration de **l'assistance aux familles** lors des OPEX ;

Pour un meilleur contrôle démocratique des opérations militaires

La France agit dans le cadre du droit international et cela doit se poursuivre : dans le cadre de la charte des Nations Unies, des résolutions du Conseil de sécurité ou en vertu d'accords multilatéraux (OTAN) ou bilatéraux de défense.

Désormais, ces interventions ne sont parfois que les aspects visibles du recours à la force. Les **interventions des forces spéciales**, fondées sur la rapidité et l'efficacité sur un périmètre réduit est une réalité dont l'opinion publique n'a que peu conscience. La presse n'évoque que très rarement ces opérations. Et le Parlement n'en est le plus souvent pas informé. Cela doit changer.

D'autres grandes démocraties ont instauré des **contre pouvoirs** à la mainmise du pouvoir exécutif sur ces opérations aux conséquences parfois majeures. Aujourd'hui le Parti socialiste devrait porter la création d'une **commission ad hoc, avec des garanties certaines pour le respect du secret défense, qui traite des opérations de renseignement et des opérations spéciales.**

La question du nucléaire

La France dispose aujourd'hui de l'arme de dissuasion nucléaire. Mais le débat sur son maintien soulève des interrogations philosophiques, politiques et militaires dont nous devrions aujourd'hui débattre comme le rappelle notre camarade et ancien ministre, Paul Quilès. L'usage de cet arme aurait pour conséquence d'attenter principalement les populations civiles. Le coût de son maintien est aujourd'hui de l'ordre de 5 à 6 milliards d'euros pour le budget annuel de la Nation.

Un coût très élevé pour les finances publiques dont les crédits pourraient être réaffectés pour la recherche consacrée à d'autres armes conventionnelles. **La France doit elle aujourd'hui signer et ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ?**

Défense et Europe

L'Europe est aujourd'hui un géant économique, mais et à l'exception de la France et hier, du Royaume Uni, un nain sur le terrain géopolitique. Socialistes, nous devons porter l'idée d'une **défense commune**. Soit dans le cadre de l'Union européenne à 27 soit dans celui d'un cercle composé de plusieurs Etats. Il s'agit à la fois d'une reconnaissance d'une **intégration** européenne plus poussée mais aussi d'une **mutualisation** des efforts et des rapports de puissance avec la Chine, la Russie, les Etats Unis et demain l'Inde ou le Brésil.

Renseignement savoir plus vite pour agir plus efficacement

Les livres Blancs successifs consacrés à la défense ont pointé la nécessité de renforcer les capacités de renseignement. L'idée centrale est de connaître et analyser au plus vite la menace pour agir le plus efficacement. Cet effort doit être amplifié pour toutes les formes de renseignement. Et s'agissant du renseignement électromagnétique, une attention toute particulière doit aujourd'hui être portée sur la militarisation de l'Espace.

Espace

L'Espace ressemble aujourd'hui au Far West. Nulle règle ne semble réguler l'appétit des puissances financières privées ou étatiques. Cette situation pose des problèmes majeurs pour notre sécurité. Nous devons, pour **limiter cette privatisation de l'espace**, exiger un moratoire sur le déploiement de satellites privés. Et dans un second temps, porter un nouveau **traité international de régulation stricte des activités militaires spatiales**.

Le parti socialiste doit activement et collectivement travailler sur les questions de défense

En citant Jean Jaurès dans l'Armée Nouvelle, "*Pour hâter, pour accomplir, son évolution vers l'entière justice sociale, pour instaurer et même préparer librement un ordre nouveau, où le travail sera organisé et souverain, la France a besoin avant tout de paix et de sécurité*".

Nous proposons donc :

- La Création d'une commission consacrée à la défense et aux questions géopolitiques qui entretiendrait un lien constat avec les membres des commissions parlementaires ;
- La création d'un référent défense dans toutes les fédérations où siègent des bases de défense
- Que le Parti socialiste fasse part officiellement de son émotion lors du décès de tout militaire, mort pour la France, en opération.

Premiers signataires :

Christophe Cavaillès CN 1er Fédéral Hautes Pyrénées (65), Nathalie De Oliveira CN 1ère Fédérale adjointe à la Coordination de la Fédération de Moselle (57), Nathalie Grandjean CN, secrétaire fédéral (11), Nicolas Touron 1er Fédéral adjoint à la Coordination de la Fédération des Hautes Pyrénées (65), Hugues Bernard secrétaire fédéral (31), Maxime Lafaille (40), Julien Gaillard secrétaire fédéral (65), Nicolas Boissel secrétaire fédéral (65), Michèle Pham Baranne secrétaire fédérale (65), Roger Pham Trésorier (65), Marie Neige Lafaille secrétaire fédérale, secrétaire de section (65), Ghislaine Chevalier secrétaire fédérale (65)